

Arguments pour la lutte sociale n° 39

du 3 avril 2016

Après le 31 mars

Cette semaine en France, mercredi : achèvement de la défaite politique du président, et du régime de la V^e République, sur la constitutionnalisation de l'état d'urgence - voir ci-dessous le billet que nous avons diffusé ce soir là- et jeudi 31 mars : mouvement d'ensemble du monde du travail et de la jeunesse pour le retrait de la loi « travail » et donc pour défaire ce gouvernement et ce régime.

Largement plus d'un million de manifestants, compte tenu de l'énormité de plusieurs manifestations de grandes villes comme à Toulouse, Grenoble, Nantes, Rennes ou Clermont-Ferrand, et aussi du très grand nombre de rassemblements locaux qui souvent ne sont pas pris en compte médiatiquement, comme par exemple dans le Finistère : 200 à Chateaudin, 800 à Carhaix ; compte tenu aussi de la volatilité des regroupements et petites manifestations de lycéens, un peu partout.

Pour que ces centaines de milliers soient dans la rue, il a fallu plus encore de grévistes. Il y a les grèves « visibles » et médiatisées sur le thème de la « galère des usagers » comme dans les transports, et il y a ces dizaines de grèves locales pour des revendications salariales ou contre des suppressions d'emploi, comme à l'usine Diam de Lurcy dans l'Allier. Ces conflits dans des entreprises petites et moyennes sont venus se rallier au mouvement d'ensemble et ceci est un aspect essentiel du processus qui se cherche. De même, les affrontements entre fonctionnaires territoriaux et élus (de tous bords ...) contre la hausse du temps de travail se multiplient et se relient au mouvement d'ensemble, comme à Niort, Montreuil ou Moulins.

C'est cela, la grève générale : pas la grève à perpétuité, pas même - bien qu'il soit essentiel de l'étendre au maximum - la grève absolument partout, mais la grève sur les questions générales, la grève politique, la grève pour en découdre. Et la loi El Khomri cristallise tout cela. C'est pourquoi il n'y a qu'un seul mandat démocratique de la majorité qui s'est à nouveau exprimée ce 31 mars : **le retrait, et rien d'autre.**

Caractéristique aussi de la situation : le très grand nombre d'incidents, affrontements, provocations, brutalités policières, envers lesquelles un impressionnant dossier d'images est en train de fleurir partout sur les réseaux sociaux, dessinant **l'ultime acte d'accusation contre MM. Hollande et Valls**, leur signifiant leur déchéance. Mais soulignant aussi la responsabilité des organisations syndicales, qui ne doivent pas laisser les étudiants et surtout les lycéens seuls et dispersés.

Attention, attention : l'effroyable accumulation de violences, bien documentées, très souvent filmées, ne peut qu'être mis au compte de ce gouvernement. Hollande, Valls, stop ! Que dans tout le pays la protection des jeunes s'impose, contre vous.

Une inquiétude monte parmi les militants syndicaux et bien au delà d'eux. Après le 31 mars, les directions nationales de la CGT, de FO, de la FSU, de Solidaires et de l'UNEF

appellent à une nouvelle journée de mobilisation des jeunes **le mardi 5 avril**, puis à des manifestations massives **le samedi 9 avril**, ainsi, souvent, qu'à l'interpellation des députés le 5 avril. Certes, et nul doute qu'à nouveau les jeunes et les syndicalistes vont réaliser ces objectifs. Mais dans quel but ?

Le but, c'est de gagner. Donc de défaire un gouvernement qui, précisément parce qu'il est le dos au mur, ne veut pas céder (et a pour ce faire l'appui du MEDEF et de la droite).

Comment ne pas mettre en débat la montée en puissance de la grève générale, déjà latente dans le pays, qui déjà a donné son contenu politique, celui du règlement de compte d'ensemble, aux précédentes journées culminant dans ce jeudi 31 mars ?

Répetons-le, la grève générale, ce n'est pas la grève à perpétuité, c'est une montée en puissance rapide, bloquant la production, permettant la centralisation contre le gouvernement et l'assemblée, pour leur interdire de voter et de promulguer la casse du code du travail.

Comment se fait-il que les directions syndicales nationales CGT, FO, FSU, Solidaires et UNEF ne mettent même pas en débat cette nécessité ?

Alors que le corps des militants syndicaux, ceux qui sont au front dans les boîtes, les chantiers, les bureaux, les gares, les lycées, les collèges et les écoles, a déjà montré qu'il ne veut pas refaire comme en 2010, avec les journées interminables esquivant toujours le moment décisif : déjà, le 9 mars, c'était pour agir au moment prévu pour la prise de décision (le dépôt du projet de loi en conseil des ministres, qui fut reporté du coup au 24), et ne pas le laisser passer comme y poussait les premières « décisions » syndicales nationales.

Cette question se pose d'autant plus qu'en l'absence de réponse, des équipes militantes sont poussées à chercher à forcer le destin et à trouver des substituts, ce qui peut conduire à de beaux moments collectifs certes, comme la « nuit debout » place de la République après le 31, mais aussi à des initiatives risquées, surexposant les jeunes, voire à des divisions entre militants de secteurs plus ou moins mobilisés.

La vraie question, c'est que la puissance de la grève dans tous les secteurs, des lycées aux chantiers, dépend de la perspective. **Si la perspective est de monter en puissance pour trancher bien avant l'été où Valls veut nous conduire, la puissance de la grève sera là.**

Alors, **pourquoi** les directions syndicales nationales, insistons-y, n'ouvrent même pas ce débat, dont les assemblées générales, assemblées interprofessionnelles, collectifs intersyndicaux, unions locales CGT et FO, se saisiraient sans aucun doute ?

Parce qu'elles ont peur de ce que cela produirait infailliblement : la victoire, donc la neutralisation totale du gouvernement, et par là la crise du régime, et la crise de régime, un an avant les présidentielles et indépendamment d'elles. Elles en ont peur parce qu'elles sont attachées à cet ordre, à cet État. Mais la majorité des militants syndicaux, et plus encore la masse des travailleurs et des chômeurs et les jeunes qui refusent ce non-avenir de précarité et de galère à perpétuité, eux, n'ont aucune attache

avec cet ordre social et cet État, bien au contraire.

La victoire maintenant dépend de la bataille politique sur ces questions : nous voulons gagner, pour cela il faut agir vite, les directions syndicales nationales doivent appeler à la grève générale et au rassemblement de toute la France contre gouvernement et assemblée, et ainsi cette loi sera défaite, et de nouvelles perspectives s'ouvriront. **Cela ne se fera pas tout seul : la victoire est possible, mais elle dépend de cela.**

D'aucuns diront que ceci pose la question d'une organisation politique pour mener ce combat, et ajouterons ou bien qu'elle n'existe pas (et donc que c'est foutu), ou bien que c'est la leur (et donc que c'est foutu si on ne les rejoint pas). Nous leur dirons ceci : en effet, la question est politique, mais cette organisation doit précisément se construire dans ce combat qui est d'ores et déjà mené, en fait, par des dizaines de milliers de militants, de jeunes devenus des acteurs de leur lutte, de travailleurs. D'ores et déjà. Il faut donc qu'ils s'associent, se reconnaissent, quelles que soient leurs appartenances politiques d'ailleurs, pour aller de l'avant.

Tel est le message audacieux de notre très modeste bulletin.

Notre communiqué du 30 mars :

Échec à la constitutionnalisation de l'état d'urgence. Et maintenant ?

***Maintenant, LEVÉE de l'état d'urgence, RETRAIT de la loi El Khomri,
A BAS LA V° RÉPUBLIQUE !***

La renonciation officielle par François Hollande, ce mercredi 30 mars, envers la révision constitutionnelle sur l'état d'urgence, est évidemment une catastrophe politique pour lui-même, son premier ministre et son gouvernement, que l'on avait vue venir ces dernières semaines. Mais c'est bien plus.

Dans la nuit suivant des crimes islamistes de masse du 13 novembre, le président de la V° République avait décidé de tenter la grande fuite en avant vers un régime autoritaire, une V° République achevée - celle-là même pour laquelle militent depuis longtemps les M. Sarkozy et Mme Le Pen.

L'échec de ce pauvre « grand dessein » signe le commencement de la dernière étape de l'agonie politique du président Hollande, mais c'est aussi l'échec de cette opération politique qu'il voulait mener à bien au compte du capital et de toutes les forces politiques liées au capital. C'est un affaiblissement significatif de l'institution présidentielle et du régime de la V° République.

En pointant leurs projecteurs sur les modalités par lesquelles l'opération a échoué, dans les hautes sphères de l'Etat et des milieux politiques, à savoir le refus de la majeure partie de la droite et du Sénat de s'aligner sur le texte présidentiel, et les incroyables palinodies suscitées par le projet, repris du FN, de déchéance de nationalité à l'encontre des citoyens binationaux, la plupart des commentateurs voilent le fond de la question. Certes, c'est par le biais de ces escarmouches et autres coquecigrues que tout le monde a vu le texte présidentiel s'enliser, un spectacle par lui-même facteur d'affaiblissement pour le régime. Mais la cause fondamentale qui interdisait l'aboutissement de cet achèvement de la constitution autoritaire,

antidémocratique, de 1958, réside dans le refus de la majorité du pays de vivre sous un tel régime.

C'est ce refus qui s'exprime, quotidiennement, dans les grèves et manifestations pour le retrait de la loi « travail », dans les nombreuses grèves contre ce qui équivaut à son application anticipée par bien des patrons et DRH dans des dizaines, des centaines, d'entreprises, dans les mouvements de la jeunesse défiant de facto un état d'urgence toujours officiellement en vigueur.

Il l'est toujours en effet, alors même que les nouvelles tueries islamistes de Bruxelles et les informations sur les réseaux fascisants islamistes démontrent plus que son inefficacité : ces faits démontrent que l'état d'urgence, pas plus que sa constitutionnalisation manquée, n'est dirigé contre Daech.

La loi El Khomri était le deuxième étage de la fusée dans l'offensive pour casser la résistance sociale et en finir tant avec les libertés publiques, la liberté politique, qu'avec les conquêtes sociales et le droit du travail. En même temps que le principe de 1789 de la garantie des droits devait être détruit au niveau constitutionnel, le contrat individuel ou l'accord d'entreprise devaient passer devant les accords issus de la négociation collective basée sur un rapport de force, et devant la loi.

Par conséquent, le fait que F. Hollande soit contraint de faire cette annonce la veille de ce qui sera, de fait, comme le 9 mars et plus fortement, une grève générale, de par son contenu politique - celui d'un règlement de compte global entre la jeunesse et le monde du travail, d'une part, le MEDEF et le pouvoir politique, d'autre part - revêt toute sa signification.

La droite -UMP, UDI, FN- s'apprête maintenant à aider M.M. Hollande et Valls à faire passer à l'Assemblée nationale et au Sénat le cœur de la loi El Khomri : l'inversion de la hiérarchie des normes, la loi de l'entreprise qui passe devant la loi. En effet, si, tout en se divisant à ce sujet, droite et extrême-droite ont jugé que, comme Hollande ne pouvait qu'échouer sur la mutation de la constitution, et ont donc décidé de le lâcher, elles estiment ne pas pouvoir se permettre de le laisser céder sur l'exigence majoritaire : le retrait de la loi « travail ».

Inversement, pour la jeunesse, pour les salariés, actifs, chômeurs et retraités, pour les partisans de la liberté politique, la défaite politique de Hollande et Valls, et du régime de la V^e République, sonne comme un encouragement à aller jusqu'au bout :

LEVÉE de l'état d'urgence et RETRAIT de la loi El Khomri !

La levée de l'état d'urgence, c'est la réouverture des facultés et des lycées fermés, la reconnaissance absolue du droit des jeunes à se réunir en assemblée générale sous leur seul contrôle dans l'enceinte des établissements d'enseignement, l'arrêt des brutalités et des provocations policières et l'amnistie immédiate des victimes de la répression dont le nombre augmente depuis le 9 mars.

Ce n'est pas en 2017 dans des présidentielles qui n'offrent aucune issue politique à la majorité, ni par conséquent en décembre dans des primaires axées sur ces présidentielles, **c'est MAINTENANT que la majorité peut défaire ce gouvernement, et par là ouvrir la crise de ce régime.**

En construisant la grève générale, c'est-à-dire la grève pour défaire le pouvoir politique du capital, en imposant la levée de l'état d'urgence et le retrait de la loi El Khomri, le mouvement engagé ne peut que viser le renversement du régime existant : briser la pyramide qui va du roi-président aux préfets, recteurs, commissaires ... et imposer la démocratie, le pouvoir effectif de représentants élus, mandatés,

responsables, révocables.

Voilà la perspective, l'issue politique véritable, à un rythme qui n'est pas encore établi car il dépend de la maturation politique en cours, qui se dessine au delà de la journée de demain et par celle-ci.

Demain, 31 mars, tous en grève !

États-Unis : accentuation du tournant politique

La situation américaine a ceci de remarquable qu'à chaque fois que médias et commentateurs annoncent que tout va immanquablement rentrer dans l'ordre et se passer comme prévu - « comme prévu » signifiant soit H. Clinton élue face à Trump ou encore, H. Clinton élue face à un candidat républicain, vraisemblablement le redoutable évangéliste Ted Cruz - tout est en fait immanquablement remis en cause, comme si le chaos devenait l'horizon hypnotique d'un système qui ne parvient plus à assurer son propre fonctionnement.

Le système des primaires démocrates et républicaines, complément longuement construit et d'une infinie souplesse de la constitution américaine, qui en amplifie l'esprit à la fois centraliste et déconcentré, les « checks and balances » à la Alexander Hamilton (1), a jusqu'ici toujours assuré la marginalisation de toute force, en particulier ouvrière, extérieure au système, et la reproduction de celui-ci pour le service de Wall Street, de la chambre de commerce et du capital en général.

L'affaiblissement relatif du premier impérialisme mondial, accentué depuis 2008, les graves conflits traversant sa classe dominante et la poussée de luttes sociales ouvertes aux États-Unis, vrai nouveau cycle historique depuis les grèves du Wisconsin de février-mars 2011, ont produit une véritable implosion-explosion des primaires, ce vieux système qui paraissait rodé et colmaté.

Côté républicain, Trump est, paradoxalement, indépendant du « système » puisque, milliardaire prédateur, il autofinance sa campagne ! Capitaliste absolu, il n'est pas indépendant du capital, mais il l'est par rapport aux cadres en place. Une mise de fond raciste, une acceptation implicite du repli mondial des États-Unis, des promesses de hausse du niveau de vie, la capacité (éventuellement calamiteuse !) à dire tout et son contraire sur les sujets « de mœurs » (car il n'est pas lié à telle ou telle église ou secte), lui confèrent le soutien volatil de couches pauvres, qui s'imaginent « de classe moyenne » (on est aux États-Unis !) mais qui sont en fait des prolétaires et des petites gens, « blancs ». Leur mouvement est hors contrôle mais peut très bien échapper à Trump, susceptible de gonfler ou de dégonfler à n'importe quel moment.

Côté démocrates, voilà des mois qu'on nous avertit que naturellement, Sanders ne peut pas gagner, qu'il n'est qu'un faire-valoir, un pâle social-démocrate keynésien, et ainsi de suite. Le petit problème est qu'il apparaît qu'il peut gagner, tout simplement. Avec en plus les sondages qui le donnent, contre Trump ou contre Cruz, nettement mieux placé que ne le serait H. Clinton. Comble de l'ironie de l'histoire, qui sait être dévastatrice pour toutes les idées reçues, le seul atout électoral sûr et fiable de la seule candidate vraiment assumée comme sien par Wall Street est le « vote noir » et, à un

degré moindre, latinos. Ce qui commence à bouger toutefois, dans la jeunesse et le prolétariat noirs.

Voici une semaine donc, les éclatantes victoires de Sanders dans l'État de Washington (après un meeting de dizaines de milliers où la militante socialiste révolutionnaire Kshama Sawant est intervenue en première partie), en Alaska et à Hawaï ont à nouveau rebattu les cartes : il apparaît que Sanders peut gagner. Sa base ne suivra pas Clinton si elle est investie ou alors très à contre-cœur et voudra continuer le mouvement engagé, dénommé « révolution politique ».

Interrogé sur ce que serait son comportement envers H. Clinton si elle est investie, il a commencé, fait nouveau, à poser des conditions : un engagement véritable à généraliser le salaire minima à 15 dollars de l'heure, à lutter contre le changement climatique, etc.

La situation se tend dans le cadre des primaires démocrates, et cette tension est bel et bien une tension sociale, exprimant la polarisation entre les classes. La terreur d'H. Clinton serait de ne pas gagner largement (voire de perdre) dans l'État de New York le 19 avril, État qui est censé être le « sien », et où la majorité des citoyens adultes sont inscrits aux primaires démocrates. Elle refuse le débat public que lui propose Sanders, à l'image des débats qui ont déjà eu lieu en Floride et au Michigan, en prétendant que le « ton » de Sanders serait devenu désagréable, ce qui fait rigoler tout le monde (même parmi ses partisans !). Il se dit d'ailleurs que ce qu'elle craint n'est pas tant le « ton » du très policé et très civilisé Bernie Sanders que son accent de petit juif pauvre de Brooklyn, à couper au couteau, qui le ferait immédiatement adouber par un vrai public new-yorkais !

L'étape qui conduit à une victoire possible, ou sinon à une polarisation rendant incontournable la question d'un mouvement politique autonome pour la « révolution politique » aux EU, c'est le Wisconsin le 5 avril - l'État de la grève générale de l'hiver 2011 contre le gouverneur Scott Walker, proche du *tea party* et soutien de Cruz, ainsi que le Wyoming le 9 avril.

Il conviendrait enfin de faire deux remarques pour affiner l'analyse standard ayant cours dans les milieux de gauche sur la situation américaine.

On nous dit que le parti démocrate est un parti capitaliste et que tout ce qui se fait dans le cadre de ce parti ne peut que tourner en faveur des capitalistes. D'après cet axiome, dont la première partie - le parti démocrate est capitaliste - ne souffre aucun doute, on ne peut pas bien comprendre ce qui s'y passe depuis quelques mois. Ce que des européens ont du mal à comprendre, c'est que le parti démocrate n'est pas vraiment un parti, pas plus que le parti républicain. C'est un vaste business, un conglomérat de réseaux, auquel on ne prend généralement pas « sa carte », mais dans lequel on intervient, parfois même comme « indépendant », à l'occasion des primaires. Ce système est tenu par le capital, aucun doute. Il est remarquable de souplesse et d'apparence démocratique. Donc, si le parti démocrate n'est pas ce que l'on appelle un « parti » (y compris aux EU il y a des « partis », qui d'ailleurs agissent parfois dans le parti démocrate ...), il n'est pas un « parti capitaliste », mais, disons, une institution capitaliste, comme l'ensemble des institutions formant l'excroissance par rapport à la constitution américaine.

Deuxième remarque : on nous dit que Sanders est un social-démocrate modéré, pas un révolutionnaire, qu'il ne parle pas de lutte de classe (bien qu'il se dise socialiste et lève le poing), etc. On ajoute parfois que « c'est déjà pas mal, pour les Américains », avec le brin de chauvinisme assez répandu en France dès qu'on parle de la grande république impérialiste d'outre-Atlantique ...

Sauf que quand Sanders explique qu'il faut un salaire minima, un avenir pour les jeunes, des études gratuites, la santé pour tous, pas d'interventions extérieures, une planète habitable, on se demande quel piètre « révolutionnaire » serait celui qui ne partagerait pas un tel programme. En plus, il développe tout cela sans aucune invocation religieuse, ce qui apporte un air frais aux États-Unis. Et quand il ajoute que ceci ne peut se faire que contre les trusts et corporations, qui doivent payer leurs impôts, et que seul un peuple mobilisé, organisé, éduqué (et même armé : dans l'esprit du 2^e amendement, Sanders n'est pas contre le port d'armes ! (2)), peut imposer cela, en tenant des assemblées publiques, en élisant ses représentants législatifs, exécutifs et judiciaires à tous les niveaux, en réalisant un idéal de démocratie radicale, et qu'il ne parle pas pour lui, mais pour « nous » (« nous, le peuple »), ceci rencontre une puissante aspiration ... qui n'est donc pas apparue avec sa campagne, qu'il n'a pas fait naître, mais qui avait besoin d'un point de ralliement - pour prendre conscience d'elle-même et aller plus loin.

Et pourtant, oui, c'est un « keynésien », si tant est que ce mot ait un sens, modéré, social-démocrate à l'ancienne, légaliste, etc. Ce qui fait la différence et que la jeunesse universitaire, puis toute la jeunesse, puis la classe ouvrière nord-américaine, puis le peuple noir et les latinos, sans oublier les Apaches d'Arizona où les pro-Clinton sont (comme au Missouri, et au Nevada, comme cela vient d'être aussi dénoncé en vue des primaires dans le district fédéral de Washington ...) accusés de fraude et d'empêchement de votes, tous donc, sentent une chose toute simple, qui n'est peut-être pas une catégorie économique mais qui est une catégorie morale et donc politique, sachant que l'économie concentré c'est la politique : l'homme est sincère, il ne veut pas la prise du palais d'hiver, mais il veut les 15 dollars (pour le salaire horaire minimum) et les études gratuites pour toutes et pour tous, pour de bon.

Et cela, c'est révolutionnaire. Dire cela ne veut pas dire que demain est écrit -que Sanders sera un président socialiste, ou inversement qu'il s'effacera, galant démocrate, derrière la candidate de Wall Street : le proche avenir risque de ne se conformer à aucun schéma, car ce sont les hommes qui font l'histoire.

(1) *Alexander Hamilton est le père de la constitution américaine de 1789, qui imposa, contre les aspirations démocratiques radicales de la révolution, une présidence fédérale, une armée permanente et le principe (mis en œuvre durablement seulement en 1913) d'une banque centrale. Cet appareil d'État bourgeois centralisé reposait sur des compromis dynamiques résumés dans l'expression « checks and balances », « freins et contrepoids », qui ne veut pas dire, contrairement à ce qu'on lit toujours, « séparation des pouvoirs », mais cohabitation des pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire mais aussi fédéraux, propres à tel État, tel comté ou telle localité, etc.) qui, loin d'être « séparés », interfèrent sans cesse les uns chez les autres. Cette forme politique dynamique -la « Constitution »- à la différence des nombreuses constitutions françaises, est organiquement liée à l'existence même et de l'État capitaliste, d'une*

part, et de la nation nord-américaine, d'autre part.

(2) Le deuxième amendement permet le port d'armes, mais la défense du port d'arme comme droit privé est un contresens par rapport au contenu démocratique du deuxième amendement, qui défendait le principe des milices populaires contre une armée permanente. Bernie Sanders n'insiste d'ailleurs pas trop sur cet aspect particulièrement révolutionnaire - la mise en cause de l'armée permanente - et préfère dire que sa proximité avec les chasseurs et trappeurs du Vermont le rend bienveillant sur ce sujet, mais il n'empêche qu'une défense "de gauche", si l'on veut, en tous cas pas "à la Clint Eastwood", du 2° amendement, pose cette question. Car en matière d'armée permanente, les EU contemporains sont bien loin de l'esprit de leur propre constitution !

Remarques sur le Brésil

L'autre grande République américaine, c'est le Brésil - les États-Unis du Brésil (1). Ces États-Unis là, à la différence de ceux du Nord du continent, n'ont pas eu de révolution fondatrice ni par conséquent de sacro-sainte « constitution » assurant, jusqu'à la crise contemporaine, la combinaison de stabilité et de dynamisme expansif nécessaire à l'accumulation du capital combinée à la cohésion d'une nation composite rongée par les pires inégalités.

Le Brésil a connu différents régimes dans son histoire, avec comme continuité celle de la corruption. Mais le Brésil avait par contre quelque chose de plus : un grand et puissant mouvement ouvrier, s'associant le mouvement paysan, qui avait progressivement contraint militaires et corrompus à lâcher du lest, imposant pas à pas et dans de durs affrontements les libertés politiques, individuelles, collectives et syndicales. La Centrale Unitaire des Travailleurs (CUT), le Mouvement des Sans Terre, et comme expression politique le Parti des Travailleurs (PT), ainsi se présentait ce mouvement ouvrier récent, constitué à partir de la fin des années 1970 du siècle dernier. Autour d'un tronc politique dirigé par Lula et constitué des anciens syndicats étatiques de métallos ayant rompu avec l'appareil d'État, le PT, fondé en 1980 après deux années de grandes grèves qui ont mis fin au climat de peur de la dictature et annoncé sa fin, avait agrégé les communautés catholiques se réclamant de la théologie dite de la libération, qui lui ont apporté des masses et lui ont également imposé bien des limites et des tabous, et la plupart des groupes issus du trotskysme, du maoïsme ou du guérillérisme, staliniens et social-démocrates « normaux » conspuant, au contraire, ce processus politique.

Ce fut là l'un des grands développements politiques porteurs d'espoir de la fin du XX^e siècle, de concert avec la révolution nicaraguayenne et avec les mouvements démocratiques et nationaux s'opposant au bloc dit « soviétique » à partir de Solidarnosc en Pologne. D'élection en élection, le PT monta de 3% des voix en 1982 aux alentours de 20%, devenant un grand parti de masses, en même temps que son programme démocratique radical et les revendications ouvrières, paysannes et contre la dette souveraine, étaient édulcorés au fur et à mesure que s'affirmait la possibilité de

conquérir des positions de pouvoir dans le cadre de la constitution de 1988, inspirée par celle des États-Unis. C'est en fait la destitution, sous la pression de la rue et de la jeunesse mobilisée, du président néolibéral corrompu Collor de Mello, en 1992, qui a ouvert la route du pouvoir au PT, autant et plus que les alliances avec les partis bourgeois traditionnels dans lesquelles s'engageait Lula.

Cette prise du pouvoir intervint aux présidentielles de 2002, Lula sera réélu en 2006, puis Dilma Rousseff en 2011, étant entendu que Lula se tenait toujours « derrière » elle, à son tour réélue, plus étroitement, fin 2014. Le PT est donc au pouvoir sans discontinuer, mais toujours dans des dispositifs d'alliances, depuis maintenant 14 ans. La révolution démocratique et sociale portée par ce nouveau mouvement ouvrier n'a pas eu lieu. A la place, on a eu un « exercice du pouvoir » acceptant entièrement les exigences du capital et des institutions financières internationales, dans les conditions particulières des années 2000, celles du boom des matières premières et de l'explosion du crédit aux États-Unis, conduisant à la crise actuelle. Le capitalisme brésilien et les firmes implantées au Brésil bénéficiant d'une bonne rentabilité durant cette première décennie du XXI^e siècle, le pouvoir « luliste » a mené des politiques sociales améliorant légèrement, mais massivement, la situation des couches les plus pauvres, tout en affrontant, à plusieurs reprises, la base sociale qui l'avait initialement porté au pouvoir - les syndicats de fonctionnaires, ceux du pétrole, et la métallurgie. Progressivement cette politique conduisit à un redoutable mélange de déception, de résignation, de clientélisme, de corruption atteignant massivement l'appareil du PT lui-même, de plus en plus éloigné de son fonctionnement démocratique des premières années. La cassure profonde entre l'aboutissement de ce « nouveau mouvement ouvrier » et les espoirs de sa naissance a engendré des regroupements politiques, dont certains sur la gauche du PT (comme la formation du PSTU puis celle du PSOL), mais aussi une percée des évangélistes protestants au détriment des catholiques de la théologie dite « de la libération » (la candidate écologiste et ultra-libérale de 2014, Marina Silva, portée par ces courants, a fait près de 20%) et un mécontentement social diffus, accusé hypocritement de faire « le jeu de la droite », avec les manifestations précédant la coupe du monde du foot de 2014. Il faut bien dire que tout soutien actif de la part du véritable mouvement ouvrier envers le pouvoir pétiste semblait avoir disparu.

Depuis quelques années, l'économie s'effondre : les conditions des années 2000 ont été effacées par la crise. La paupérisation frappe toutes les couches non capitalistes de la société, et Dilma Rousseff faisant le choix de l'austérité s'est retrouvée isolée au sommet de l'État. La droite brésilienne, l'appareil d'État, estiment maintenant devoir se passer d'un parti issu du mouvement ouvrier à la tête de l'État. Ils ont pour cela engagé des « campagnes anti-corruption » allant jusqu'à l'arrestation, symbolique et non juridiquement nécessaire, de Lula. Mais du coup, des manifestations « rouges », moins médiatiques dans le monde entier, mais plus nombreuses, ont éclaté partout.

Est-ce à dire que le prolétariat brésilien se lève pour défendre Lula et Dilma ? S'il n'attend plus rien d'un pouvoir pétiste, son rapport affectif à Lula, qui fut son « incarnation » avant de tenter de devenir le garant d'un Brésil capitaliste durable, est réel - un peu comme les ouvriers polonais et Lech Walesa, tout du moins jusqu'à la fin des années 1990. En fait, le prolétariat brésilien parle un langage qui dit exactement ce qu'il en est, un langage qui s'est imposé à tous les courants internes ou extérieurs au PT se situant sur sa gauche. Il parle de « *golpe* ». Il ne cherche pas à se dresser pour garder à tout prix Lula et Dilma, mais pour en découdre avec le « coup d'État » des magistrats,

des militaires, des corrompus, et de la bonne bourgeoisie bien-pensante jouant à la manifestation. Il ne se dresse pas pour Lula et Dilma, mais contre le *golpe*.

Pour en arriver là, il lui a fallu constater que Lula et Dilma n'ont pas abouti à un Brésil démocratique et capitaliste durable, mais précisément à créer les conditions du *golpe*. La défense, réelle ou apparente, du gouvernement présent contre la droite, conduit donc à autre chose : à ce qui n'a pas été fait quand la dictature s'est effondrée, puis quand Collor a été destitué, à savoir la mise à bas de l'État corrompu des capitalistes, des latifundiaires et des militaires, l'instauration d'une vraie démocratie, un processus révolutionnaire et constituant faisant du Brésil une République démocratique, ouvrière et paysanne.

(1) C'est le Brésil, par défaut, dans la mesure où le projet révolutionnaire de Simon Bolivar, États-Unis de l'Amérique hispanique, a justement échoué, car le capitalisme britannique, créancier de chacun des petits États constitués sur les décombres de l'empire colonial espagnol, n'en voulait pas.

Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction **Suivre** offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction **RSS** accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- Envoyez nous critiques et contributions auxquelles nous donnerons suite dans la mesure de nos ressources disponibles.